

**TABLE DES MATIÈRES**

Rappel du Programme du Congrès 2011 de l'Association  
p. 01

Journée d'économie appliquée - ASDEQ-CIRPÉE-GREEN  
p. 06

Lancement du livre « Le Québec économique 2010 »  
p. 10

Colloque sur « Vers un plan de croissance pour le Québec »  
p. 12

Le Québec possède une assiette fiscale dépassée  
p. 18

Résultats du 2<sup>e</sup> sondage ASDEQ - Léger Marketing en 2010-2011  
p. 20

Les taxes à la consommation : enjeux, perceptions et perspectives  
p. 21

Réduire la croissance des coûts du système de santé et de services sociaux : quelques approches prometteuses  
p. 25

Nouveaux membres de l'Association des économistes québécois  
p. 27

**ÉQUIPE DE RÉDACTION**

Directeur du bulletin  
**Gilles René**

Collaborateur  
**Marie-France Germain**  
Conception et design  
**Karine Bellerive**



## Rappel du Programme du Congrès 2011 de l'Association

Voici un rappel du programme du XXXVI<sup>e</sup> Congrès de l'Association des économistes québécois, qui se tiendra à l'Hôtel Hilton Lac-Leamy, Gatineau, les 18, 19 et 20 mai prochains sur le thème « *Les nouveaux enjeux économiques, sociaux et culturels des technologies de l'information* ». Cette année, le congrès se tiendra sous la présidence de François Delorme, Président de l'Association et Directeur exécutif régional, Industrie Canada, et de **Marc Duhamel**, Président du congrès 2011 et Directeur exécutif, Institut canadien de recherche en politiques et administration publiques, Université de Moncton.

Ce congrès offre l'occasion idéale de réfléchir et de s'interroger sur les nouveaux défis que

soulèvent les technologies de l'information (TI). Une succession de présentations permettra d'établir en termes concrets les enjeux de la thématique retenue par l'équipe de l'Outaouais, qui travaille depuis plus d'un an à la préparation de cet événement.

Le thème du congrès, très actuel, sera abordé par une trentaine de conférenciers de renom des milieux économiques, politiques et journalistiques, dont le professeur **Dale W. Jorgenson**, de l'Université Harvard. Le congrès permettra aux participants de bénéficier des connaissances de ces conférenciers, tout en proposant des activités de réseautage avec les membres de l'Association, dont de nombreux acteurs et décideurs importants de la société québécoise.

**MERCREDI LE 18 MAI**

### Atelier de formation

Un atelier de formation (optionnel) sur une « *introduction à l'utilisation de méthodes d'évaluation de l'impact des programmes gouvernementaux* », sera présenté par **Dany Brouillette**, Économiste, Industrie Canada, **Thomas Lemieux**, Professeur, Université de la Colombie-Britannique, **Julio Miguel Rosa** Économiste, Industrie Canada, et **Jean-Pierre Voyer**, Directeur exécutif et Chef de la direction, Société de recherche sociale appliquée. **Guy Lacroix**, Professeur, Université Laval, agira comme président et conférencier. L'atelier

présentera une revue des différentes méthodes d'évaluation disponibles permettant de juger de l'efficacité et de l'efficience des politiques et programmes gouvernementaux. Cet atelier de formation s'adresse autant aux professionnels impliqués dans la mise en œuvre de politiques qu'aux gestionnaires qui ont la responsabilité des programmes qui en découlent.

JEUDI LE 19 MAI

#### Conférence d'ouverture



DALE W. JORGENSON

La conférence d'ouverture sera offerte par **Dale W. Jorgenson**, *Samuel W. Morris University Professor, Université Harvard*, et portera sur

les « *Technologies de l'information, gains de productivité et croissance mondiale à long terme* ». Les TI ont des effets profonds sur les plans social, culturel et économique. Dale Jorgenson mettra en lumière le rôle déterminant des TI en matière de gains de productivité, analysera l'impact des investissements dans ce domaine sur l'évolution du mieux-être collectif dans les économies développées et en émergence, et discutera de la contribution des TI à la croissance économique à long terme et à l'évolution relative des niveaux de vie à l'échelle mondiale.

#### Panel / Débat N° 1

Le premier « panel / débat » permettra d'entendre **François Aird**, Président, CEDROM-Sni, **André Mondoux**, Professeur, UQAM, et **Sébastien Pierre**, Fondateur, Ffunction et Cofondateur, MontréalOuvert, sur les « *L'essor des réseaux sociaux et les nouvelles stratégies d'affaires et d'élaboration de politiques: un eldorado communautaire, professionnel et social?* ».

#### Conférence



GARRY SAVAGE

**Garry Savage**, Directeur, Centre de recherche et d'innovation en performance, *Cirque du Soleil*, présentera « *Le modèle d'affaires du Cirque du Soleil: facteurs de succès internationaux* ». M. Savage dévoilera la dynamique de l'innovation qui caractérise le Cirque du Soleil, abordera les retombées économiques et sociales du Cirque sur l'économie du Québec. Il présentera certaines pratiques en technologie de l'information, et il illustrera comment ces éléments conditionnent le modèle d'affaires de l'entreprise qui regroupe plus de 4 500 employés et qui présente plus de 25 spectacles sur plusieurs continents.

### Déjeuner causerie



R. PRESTON MCAFEE

Pour le premier déjeuner causerie, **R. Preston McAfee**, Vice-président et *Fellow* de recherche chez *Yahoo! Research* et anciennement *J. Stanley Johnson Professor*

*of Business, Economics and Management* au *California Institute of Technology*, présentera son point de vue sur « *Les marchés électroniques: perspectives sur l'avenir de l'économie appliquée* ». Les compagnies du secteur des TI gèrent des banques de données sur les échanges électroniques les plus volumineuses dans le monde. En utilisant ces données aux fins d'analyse de modèles économiques, *Yahoo! Research* contribue à repousser les frontières des connaissances en économie appliquée. **M. McAfee** offrira une perspective sur cette recherche, et discutera de l'avenir de l'économie appliquée, en particulier dans le domaine des marchés électroniques.

### Les ateliers

Le thème de l'**atelier n° 1** sur « *L'essor des technologies de l'information au Québec: enjeux démographiques et de capital humain* » sera commenté par **Denis Coderre**, Député fédéral de Bourassa, **Gina Desjardins**, Journaliste et Blogueuse, et **Vincent Tanguay**, Vice-président, Innovation et transfert, CEFRIO.

**Pierre Duhamel**, Journaliste, Blogueur,

magazine *l'Actualité*, **Dominique-Sébastien Forest**, Vice-président, National Solutions numériques, Transcontinental Média, et **Bruno Guglielminetti**, Directeur communication numérique, Cabinet de relations publiques National, seront les conférenciers de l'**atelier n° 2** sur la « *Concentration et diversité des médias au Québec: un vieux débat chamboulé par les technologies de l'information* ».

Le thème de l'**atelier n° 3** sur « *Innovation, compétitivité et prospérité* » sera couvert par **Petr Hanel**, Professeur associé, Université de Sherbrooke, et **Paul Lanoie**, Professeur titulaire, HEC Montréal.

**Jacqueline Dubé**, Présidente-directrice générale, CEFRIO, et **Paul St-Pierre Plamondon**, Cofondateur, Génération d'idées et Avocat, Delegatus, seront les conférenciers de l'**atelier n° 4** sur la « *Les technologies de l'information et la gouvernance des institutions publiques* ».

### Assemblée générale de l'Association

L'Assemblée générale annuelle de l'Association des économistes québécois marquera l'évolution de l'Association au cours de 2010-2011. À l'ordre du jour, il y a aura, entre autres, les rapports du Président sortant, de la Directrice générale, et de la Trésorière.

L'Association profitera de la thématique du Congrès 2011 sur les nouvelles TI et les médias ▶

ASDEQ  
C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7  
Téléphone  
514.342.7537  
Télécopieur  
514.342.3967  
Courriel  
national@asdeq.org  
Internet  
www.asdeq.org

www.asdeq.org

sociaux pour dévoiler son image redynamisée et ses nouvelles approches afin de mieux remplir sa mission, d'améliorer sa capacité d'échanger avec ses clientèles et d'augmenter sa participation et sa visibilité dans les débats publics.

### Coquetel-Dégustation

Pour terminer la première journée du congrès et immédiatement après l'assemblée annuelle de l'Association, les participants au congrès sont conviés à un « *Coquetel-réseautage dégustation thé, bière et vin* » animé par Véronique Rivest, meilleure sommière du Québec et du Canada en 2006, élue *Femme du Vin 2007 au Wine Woman Awards*, finaliste Top 12 aux *Concours du Meilleur Sommelier* en 2007 et 2010 et récipiendaire du *Peter Lehmann Shiraz World Sommelier Award* en 2010. Les congressistes pourront fraterniser avec des anciennes et/ou nouvelles connaissances - il n'y aura pas d'étrangers, seulement des nouveaux amis que vous n'avez pas encore rencontrés !

VENDREDI LE 19 MAI

### Conférence



FRANÇOIS-CHARLES SIROIS

Vendredi en matinée,  
**François-Charles Sirois**,  
Président de Télésystème  
prononcera une conférence  
sur « *Innovation,  
entrepreneurship et*

*technologies de l'information* », qui présentera les enjeux et les défis en 2011 liés à la création, au financement et à la gestion d'entreprises innovantes et préconisant le développement durable.

### Les ateliers

Le thème de l'**atelier n° 5** sur « *Le rôle des technologies de l'information dans la globalisation des chaînes de valeurs et l'innovation au Québec* » sera couvert par **Louise Guay** Vice-Présidente et Cofondatrice, Living Lab de Montréal : Transports Urbains Intelligents, **Jean Michel Laurin**, Vice-président Affaires mondiales, Manufacturiers et exportateurs du Canada, et **Jacques Roy**, Professeur titulaire, HEC Montréal.

Finalement, le thème de l'**atelier n° 6** sur « *La science économique au Québec : une culture populaire, financière ou économique ?* » sera traité par **Alain Dubuc**, Journaliste, La Presse, et par **Claude Montmarquette**, Président-directeur général, Cirano.

### Panel / Débat N° 2

Le second « panel / débat » portera sur « *L'économie numérique : enjeux et priorités pour les politiques de développement industriel, culturel et territorial* ». **Jean-François Dumas**, Président, Influence Communication, **Christian Poirier**, Professeur-chercheur, Centre Urbanisation Culture Société, Institut national de

ASDEQ  
C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7  
Téléphone  
514.342.7537  
Télécopieur  
514.342.3967  
Courriel  
national@asdeq.org  
Internet  
www.asdeq.org

www.asdeq.org

recherche scientifique (INRS), **Claude Séguin**, Vice-président principal, Développement de l'entreprise et investissements stratégiques, CGI, et **Réjean Roy**, Chargé de projet, Groupe de travail sur les collectivités rurales branchées, CEFRIO, feront valoir leurs points de vue sur ce sujet.

#### Déjeuner de clôture



CLÉMENT GIGNAC

Lors du déjeuner de clôture, **Clément Gignac**, ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation du Québec, présentera

les principaux défis et enjeux qui attendent l'économie québécoise et qui orientent les priorités du Ministère en termes de développement et de prospérité économiques. La performance du Québec au niveau de l'innovation et de l'exportation, principaux vecteurs de la croissance économique, sera abordée dans le contexte des initiatives gouvernementales récentes en la matière.

Après le repas, « *Le poids médiatique des économistes au Québec* » sera brièvement commenté par **Jean-François Dumas**, Président, Influence Communication, alors que **Josée Blanchette**, Journaliste, Le Devoir et Châtelaine, animera le « ZEITGEIST – 36<sup>e</sup> CONGRÈS ». Suivra un hommage à **Jean-Pierre Aubry**, Président du Comité des politiques

publiques de l'Association de 2005 à 2009, qui sera rendu par **Charles A. Carrier**, Directeur général de l'ASDEQ, 2002-2010. Par la suite, il y aura la remise de la première « Bourse Gilles-Beausoleil » pour le meilleur projet de thèse de maîtrise ou de doctorat de l'année, sur un thème à caractère social ou un sujet de politique publique. Finalement, **François Dupuis**, Président de l'Association des économistes québécois en 2011-2012, et Vice-président et économiste en chef, Mouvement des caisses Desjardins, dévoilera le thème du XXXVII<sup>e</sup> Congrès de l'Association qui se tiendra à Montréal.



**ASDEQ**  
C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7  
Téléphone  
514.342.7537  
Télécopieur  
514.342.3967  
Courriel  
national@asdeq.org  
Internet  
www.asdeq.org

[www.asdeq.org](http://www.asdeq.org)



## Journée d'économie appliquée ASDEQ-CIRPÉE-GREEN

Depuis quelques années, dans le but de faire connaître les activités du département d'économique de l'Université Laval et les perspectives de carrière en économie, une « Journée économie appliquée » est organisée par l'Association des étudiants gradués en économie de l'Université Laval (AGEL), le Centre interuniversitaire sur le risque, les politiques économiques et l'emploi (CIRPÉE), et le Groupe de recherche en économie de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles (GREEN), en collaboration avec la section de la Capitale-Nationale de l'Association des économistes québécois.

Cette année, la Journée s'est tenue le 11 février à l'Université Laval. Au programme, il y avait des présentations de quatre étudiants de deuxième cycle du département d'économique sur les résultats de leurs travaux de recherche, et de trois anciens étudiants et d'un professeur sur les résultats de travaux qu'ils ont effectués dans le cadre de leur emploi (<http://www.green.ecn.ulaval.ca/Journee11fevrier2011PL.pdf>). À l'aide de graphiques, tableaux et bases de données, les étudiants ont présenté le résultat de nombreux mois de travail d'analyse. Cette rencontre a attiré environ 140

participants - des professeurs, des directeurs de recherche, des étudiants du département d'économique, et des participants à l'emploi de diverses entreprises et ministères provinciaux de la région de Québec.



PREMIÈRE RANGÉE: JEAN-THOMAS BERNARD, VALÉRIE POULIN ET MARYSE CHAMPAGNE DEUXIÈME RANGÉE: JEAN-PHILIPPE BROSSEAU, MARC-ANDRÉ GOYETTE ET MATHIEU MARCOUX TROISIÈME RANGÉE: BRUNO TROTTIER-PÉRUSSE, JEAN LABBÉ ET FRANÇOIS BOILARD

« La demande d'essence au Canada: Analyse de la stabilité de l'élasticité-prix et revenu dans le temps » (<http://www.green.ecn.ulaval.ca/FrancoisBoilard.pdf>) a été présentée par François Boilard, étudiant à la maîtrise en analyse des politiques, Centre de données et d'analyse sur les transports (CDAT). Les élasticités-prix et revenu de la demande d'essence au Canada sont des paramètres importants dans les modèles de prévision de la demande de transport. La recherche de M. Boilard visait à estimer et à vérifier la stabilité de ces paramètres à travers le temps. Aux États-Unis, l'effet de prix sur la demande d'essence serait aujourd'hui significativement plus faible que dans le passé – ce phénomène pourrait être expliqué par la croissance du niveau de vie, la dépendance accrue à l'automobile causée par l'étalement urbain et des prix de l'essence

ASDEQ  
C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7  
Téléphone  
514.342.7537  
Télécopieur  
514.342.3967  
Courriel  
national@asdeq.org  
Internet  
www.asdeq.org

[www.asdeq.org](http://www.asdeq.org)

relativement bas. Au Canada également, la demande d'essence devient moins sensible au prix. L'analyse de M. Boilard a souligné la nécessité de revoir à la baisse la valeur de l'élasticité-prix utilisée dans la pratique, ou d'effectuer des analyses de sensibilité. La demande d'essence est inélastique par rapport au prix. Par conséquent, l'instauration éventuelle d'une taxe carbone ne devrait pas avoir d'effet majeur sur les émissions des véhicules automobiles. De plus, la croissance du niveau de vie pourrait rapidement venir contrecarrer l'effet de cette taxe. Cependant, ce constat ne signifie pas que cet instrument est inapproprié pour lutter contre les changements climatiques.

« *L'importance du resquillage dans le travail d'équipe. Une expérience sur les planteurs d'arbres en Colombie-Britannique* » (<http://www.green.ecn.ulaval.ca/MaryseChampagne.pdf>) a été présentée par **Maryse Champagne**, étudiante à la maîtrise et récipiendaire des Bourses d'excellence CIRPÉE-Laval 2010. L'étudiante a cherché à comparer le rendement en travail individuel et en travail d'équipe pour quantifier l'impact du resquillage chez les planteurs d'arbres en Colombie-Britannique. Elle a conclu que l'impact du resquillage sur le rendement en travail d'équipe est nul. Ce résultat contraste avec la théorie économique et les études réalisées en laboratoire. De son point de vue, il aurait été intéressant d'avoir un groupe contrôle, des équipes plus nombreuses et des périodes

de traitement plus longues.

**Jean-Philippe Brosseau** et **Marc-André Goyette**, économistes, Groupe en Économie et Développement Stratégique, GENIVAR, ont traité de « La profession d'économiste et la consultation » (<http://www.green.ecn.ulaval.ca/BrosseauGoyette.pdf>). GENIVAR est une importante firme de génie-conseil au Canada, et les mandats réalisés pour les clients (entreprises privées, gouvernements, organismes parapublics) sont très diversifiés, à savoir : études de pré faisabilité ou de faisabilité ; études d'impact économique ; analyses financières ; plan stratégique de développement économique, etc. Comme chargés de projet chez GENIVAR, messieurs Brosseau et Goyette ont eu la chance de mettre concrètement en pratique l'ensemble des connaissances acquises lors de leurs études économiques. Afin de mener à bien des mandats très diversifiés, la capacité d'analyse, la rigueur et la compréhension globale de l'interaction entre l'économie et la politique se sont avérées essentielles. Leurs études économiques leur ont permis de développer des aptitudes de synthèse, d'analyse et d'interprétation tout en perfectionnant leurs capacités de rédaction et leurs méthodes de travail. Ils considèrent que leurs études les ont adéquatement outillés pour répondre à l'ensemble des exigences liées à leur travail.

ASDEQ  
C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7  
Téléphone  
514.342.7537  
Télécopieur  
514.342.3967  
Courriel  
national@asdeq.org  
Internet  
www.asdeq.org

[www.asdeq.org](http://www.asdeq.org)

La présentation de **Jean Labbé**, économiste, Direction de l'économie internationale et des marchés financiers, Ministère des Finances du Québec, a porté sur « *Le rôle conseil de l'économiste dans la fonction publique québécoise* » (<http://www.green.ecn.ulaval.ca/JeanLabbe.pdf>). M. Labbé a à son actif deux expériences de travail différentes : analyste de programmes au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ); et prévisionniste au Ministère des Finances du Québec (MFQ). Il considère que la formation académique des économistes est orientée de manière à développer une façon de raisonner, et à être en mesure de prendre des problèmes complexes, de les réduire en leur plus simple élément et de les analyser. Une grande qualité d'un économiste réside dans sa capacité à transmettre par écrit ou oralement le fruit de sa réflexion dans un langage clair, précis, concis, et ce, rapidement. Il a conclu que l'économiste possède de grandes qualités qui sont très recherchées au sein de la fonction publique où les emplois y sont nombreux. Au MFQ, des stages et des emplois sont régulièrement offerts.

**Mathieu Marcoux**, étudiant à la maîtrise et récipiendaire de la Bourse du GREEN/Gaz Métro 2009-2010, a présenté « *Un modèle de prévision de la demande de gaz naturel au Québec* » (<http://www.green.ecn.ulaval.ca/MathieuMarcoux.pdf>). Le modèle retenu parmi un ensemble de possibilités a été un modèle qui estime

directement la consommation de gaz naturel et qui considère, à chaque période donnée, le prix réel du gaz naturel le plus élevé parmi les prix antérieurs à cette période. Selon M. Boilard, le modèle d'*Arsenault et al.* (1995) semble mieux prévoir la consommation totale d'énergie et celle d'électricité que les formes d'énergie plus marginales (gaz naturel et mazout). La simplification du modèle semble améliorer les propriétés prévisionnistes. Par contre, les impacts de l'application de l'effet de retard et de la décomposition des variables de prix sont moins clairs.

**Valérie Poulin**, Analyste principale, *Banque Nationale Groupe Financier*, a fait un exposé sur « *La gestion du risque de crédit, une approche quantitative* » (<http://www.green.ecn.ulaval.ca/ValeriePoulin.pdf>). Ces modèles ont démontré l'importance de la pente de la courbe de rendement comme facteur explicatif de la croissance des insolvabilités et de la croissance des défauts. En présentant trois modèles, il a été possible de créer une moyenne des résultats afin de diminuer le risque d'erreur et obtenir un estimé plus robuste. La comparaison des résultats des trois modèles permet par ailleurs de juger si les résultats sont vraisemblables.

**Bruno Trottier-Pérusse**, étudiant à la maîtrise et récipiendaire des Bourses d'excellence CIRPÉE-Laval 2010, a parlé de l'« *Estimation des préférences face au risque: comparaison* »

ASDEQ  
C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7  
Téléphone  
514.342.7537  
Télécopieur  
514.342.3967  
Courriel  
national@asdeq.org  
Internet  
www.asdeq.org

www.asdeq.org



d'une approche paramétrique et d'une approche non paramétrique» (<http://www.green.ecn.ulaval.ca/BrunoTrottierPerusse.pdf>)

Une bonne connaissance des préférences face au risque pourrait, selon M. Trottier-Pérusse, mener à des avantages concrets tels

- ▶ Une meilleure compréhension des facteurs déterminant le choix d'un emploi, d'une formation, d'un portfolio financier;
- ▶ La prédiction du comportement des individus; et
- ▶ Le développement d'outils d'élaboration de politiques publiques; etc.

M. Trottier-Pérusse a conclu que même s'il n'existe pas encore de manière uniforme de mesurer ces préférences, l'approche non paramétrique fournit des estimations plus proches des vraies valeurs d'aversion au risque dans tous les cas. Les « splines cubiques » permettent d'estimer l'aversion au risque des individus sans poser d'hypothèses fortes concernant la fonction d'utilité. Une erreur telle que l'arrondissement des réponses au cours de la méthode de l'arbitrage peut biaiser les estimations de manière importante. La magnitude du biais dépend du rapport entre le niveau d'arrondissement et les montants en jeu. Si la fonction d'utilité est connue et que l'aversion au risque est constante, une meilleure connaissance des attitudes d'arrondissement des individus est nécessaire avant de déterminer un nombre de points optimal. Si la fonction d'utilité est inconnue, il est impossible

de déterminer un nombre optimal exact.

L'approche non paramétrique peut diminuer significativement les erreurs lors de l'estimation de l'aversion au risque. Les estimations obtenues peuvent quand même être éloignées des véritables valeurs.

Pour clore la journée, **Jean-Thomas Bernard**, professeur titulaire de la Chaire en économie de l'énergie électrique de l'Université Laval Professeur, Département d'économie, et élu membre de la *Société royale du Canada* s'est penché sur la « *Valeur et impact économique des gaz de schiste au Québec* » (<http://www.green.ecn.ulaval.ca/JeanThomasBernard.pdf>). L'exploitation du gaz de schiste aux États-Unis fait bondir l'offre de gaz naturel, faisant ainsi chuter le prix du gaz, et réduisant les coûts de production et le prix d'électricité des centrales thermiques aux États-Unis – ce qui rend moins compétitive l'énergie qu'Hydro-Québec exporte aux États-Unis, puisque l'hydroélectricité n'est plus la forme d'énergie la moins chère. La rentabilité des exportations d'Hydro-Québec a déjà commencé à baisser. Que le Québec produise ou non du gaz de schiste, la rentabilité des exportations d'électricité, dont le prix est lié à celui du gaz, sera donc affectée, ce qui n'est pas de bon augure pour les nouveaux projets hydroélectriques que le gouvernement comptait lancer. Le Québec est un petit consommateur de gaz et sera peut-être un petit producteur. Dans les cas du gaz de schiste, de faibles

retombées économiques sont attendues: 1000 à 1500 emplois ; et des redevances annuelles de 56 millions de dollars. Le prix du gaz devrait en outre rester bas, en raison de la production croissante de gaz de schiste en Amérique du Nord, ce qui influencera à la baisse les redevances liées au prix du marché. Il ne faut donc pas s'attendre à ce que l'industrie du gaz de schiste renfloue les coffres dégarnis du Québec. M. Bernard base son calcul sur une production gazière équivalente à la consommation actuelle du Québec et un taux de redevances de 15 %, soit un peu plus que l'actuel 12,5 %. En Colombie-Britannique, les permis d'exploration sont soumis aux enchères et vendus aux plus offrants, alors qu'au Québec, c'est « premier arrivé premier servi », et les titulaires de permis d'exploration payent un loyer de 10 cents par hectare pour la première année et 50 cents par hectare à partir de la sixième année pour conserver et exercer leurs droits. Selon M. Bernard, le gouvernement du Québec aurait dû imiter la Colombie-Britannique en offrant les droits d'exploration pétrolière et gazière aux enchères. Cependant, il serait hasardeux, pour le gouvernement du Québec, de changer les règles du jeu après leur avoir déjà accordé les permis légalement.

**ASDEQ**  
 C.P. 6128,  
 succ. Centre-Ville  
 Montréal (Québec)  
 H3C 3J7  
 Téléphone  
 514.342.7537  
 Télécopieur  
 514.342.3967  
 Courriel  
 national@asdeq.org  
 Internet  
 www.asdeq.org

## Lancement du livre « Le Québec économique 2010 »



Le 13 janvier dernier, le Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO) a lancé l'ouvrage « *Le Québec Économique 2010: Vers un plan de croissance*

pour le Québec », qui a été préparé sous la direction de **Marcelin Joanis**, professeur-adjoint, Département d'économique, Université de Sherbrooke, et chercheur au CIRANO, et **Luc Godbout**, professeur, Chaire en fiscalité et en finances publiques, Université de Sherbrooke, et *fellow* au CIRANO. L'ouvrage brosse en 13 chapitres et 50 fiches thématiques un portrait du Québec socio-économique d'aujourd'hui (<http://www.cirano.qc.ca/note/2011-02f.pdf>). Depuis la fin de 2010, le CIRANO vous invite à consulter le portail d'information sur *l'économie du Québec d'aujourd'hui*, qui accompagne la publication du livre et offre une vitrine aux données publiées dans cet ouvrage (<http://qe.cirano.qc.ca/>).

Même si le Québec a été frappé moins durement qu'ailleurs par la dernière récession qui a débuté à l'automne 2008, il fait toujours face aux

importants défis économiques qui se posaient avant la récession, à savoir :

- ▶ la contraction prochaine du bassin de travailleurs potentiels ;
- ▶ une richesse collective inférieure à celle de ses voisins ;
- ▶ une croissance trop modeste de la productivité ; et
- ▶ un décrochage scolaire trop élevé, etc.

Pour relever les nombreux défis de la croissance économique, le Québec doit faire preuve d'audace et d'innovation tout en mettant à profits ses succès récents.

Le livre « Le Québec économique 2010 » fait le point sur les défis économiques auxquels le Québec est confronté et examine les facteurs qui favoriseront la croissance du Québec. On y trouve réflexions, points de vue et recommandations sur l'évolution de l'économie québécoise. La première partie présente les points de vue de chercheurs universitaires et de personnalités québécoises sur les facteurs qui favorisent la croissance économique, du capital humain à l'épargne en passant par l'innovation et le rôle du gouvernement, afin de présenter un portrait des éléments qui devraient s'intégrer dans un plan pour le développement économique du Québec. La deuxième partie du livre fournit les chiffres-clés pour décoder les grandes tendances de l'économie québécoise avec une cinquantaine de fiches thématiques, construites sur les thèmes de l'activité

économique, les secteurs industriels, le marché du travail, la démographie, les indicateurs sociaux, les finances publiques, l'environnement et les ressources ainsi que les régions, afin de présenter le Québec récent et illustrer les changements structurels survenus dans son économie. Le *Québec économique 2010* dégage un portrait de ce qui pourrait constituer un « plan de croissance » pour le Québec.

Ont aussi collaboré à la publication de ce livre : **Catherine Beaudry**, professeure adjointe, Département de mathématiques et de génie industriel, École Polytechnique de Montréal ; **Brahim Boudarbat**, professeur adjoint, École de relations industrielles, Université de Montréal ; **Maude Boulet**, École de relations industrielles, Université de Montréal ; **Claude Castonguay**, *fellow* invité, CIRANO, et ex-Ministre de la santé et des affaires sociales ; **Arnaud Dragicevic**, chercheur postdoctoral en environnement, CIRANO ; **Martial Foucault**, professeur adjoint, Université de Montréal ; **Mathieu Laberge**, directeur de projet, CIRANO ; **Robert Lacroix**, professeur émérite, Département des sciences économiques, Université de Montréal ; **Carlos Leitao**, économiste en chef et stratège, Valeurs mobilières Banque Laurentienne ; **Clément Lemelin**, professeur retraité au Département des sciences économiques et spécialiste de l'économie de l'éducation ; **Justin Leroux**, professeur adjoint, D.E.A. (modélisation et méthodes mathématiques en économie),

ASDEQ  
C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7  
Téléphone  
514.342.7537  
Télécopieur  
514.342.3967  
Courriel  
national@asdeq.org  
Internet  
www.asdeq.org

[www.asdeq.org](http://www.asdeq.org)

Université de Paris; **Claude Montmarquette**, président-directeur général et vice-président Politiques Publiques, CIRANO; **Luc Savard**, professeur agrégé, responsable du programme de maîtrise en économie, Université de Sherbrooke, **Bernard Sinclair-Desgagné**, professeur titulaire, Service de l'enseignement des affaires internationales, HEC Montréal; et **François Vaillancourt**, professeur, Département des sciences économiques, Université de Montréal.

## Colloque sur « Vers un plan de croissance pour le Québec »

Suite à la parution du livre, un colloque intitulé « *Vers un plan de croissance pour le Québec* » fut organisé le 23 février dernier par le CIRANO et par la *Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke*.

Le colloque a été divisé en trois ateliers, dont la thématique principale traitait du développement économique :

- ▶ atelier 1 - les dépenses en infrastructures publiques et l'épargne au Québec;
- ▶ atelier 2 - l'immigration et la biotechnologie; et
- ▶ atelier 3 - le financement public de l'enseignement universitaire, l'éco-fiscalité et la tarification du réseau routier.



LUC SAVARD

Dans sa présentation « *Dépenses en infrastructures publiques et externalités positives* » (<http://www.cirano.qc.ca/qeco2010/pdf/l.savard.pdf>), **Luc**

**Savard**, professeur d'économie, Directeur du GREDI, Faculté d'administration, Université de Sherbrooke, a analysé les dépenses publiques en infrastructures susceptibles de stimuler

ASDEQ  
C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7  
Téléphone  
514.342.7537  
Télécopieur  
514.342.3967  
Courriel  
national@asdeq.org  
Internet  
www.asdeq.org

[www.asdeq.org](http://www.asdeq.org)

l'investissement privé et celles qui risquent de le freiner. Il a noté que, depuis plusieurs années, les économistes ont montré l'existence d'une relation positive des investissements en infrastructures publiques sur la productivité des secteurs privés de l'économie - p. ex. meilleures routes, écoles, hôpitaux, ports - qui permettent aux entreprises d'être plus efficaces à travers une amélioration de la productivité des travailleurs et/ou de leur capital. Selon M. Savard, un investissement qui ne tient pas compte des gains de productivité qu'engendre le capital public, peut conduire à une hausse de prix, détériorant ainsi le revenu des ménages et le compte courant, et annulant en partie les gains générés par ces investissements. Des investissements publics improductifs par le Gouvernement du Québec pourraient ne pas améliorer la productivité des facteurs de production, engendrant ainsi des effets pervers sur les équilibres interne et externe. Par conséquent :

- ▶ il est pertinent de prendre en considération les externalités positives de ces investissements ;
- ▶ les décideurs publics doivent faire preuve de prudence dans le choix de leurs projets publics ; et
- ▶ il s'avère important de se doter d'un processus d'évaluation de projets rigoureux, et de ne pas conclure que tous les projets sont générateurs de gains de productivité.



FRANÇOIS VAILLANCOURT

**François Vaillancourt**, professeur d'économie à la retraite et chercheur au CIRANO, s'est penché sur « *L'épargne au Québec* »

(<http://www.cirano.qc.ca/qeco2010/pdf/fvaillancourt.pdf>).

Il a conclu que l'épargne financière est généralement obtenue par méthode résiduelle, c'est-à-dire en faisant la différence entre les revenus et les dépenses. Le taux d'épargne véritable ajoute à l'épargne financière la mesure de l'épargne en capital humain et soustrait la désépargne en capital naturel non-renouvelable. Même si elle est imparfaite, la mesure de l'épargne véritable donne un meilleur portrait de l'épargne sur un territoire. L'inclusion du capital humain et du capital naturel aux mesures traditionnelles de l'épargne a pour effet de modifier substantiellement le portrait de l'épargne au Québec. En comparant le taux d'épargne nationale et le taux d'épargne véritable du Québec, il a été observé que l'épargne des agents économiques québécois en pourcentage du PIB passe du simple au double environ. Alors que le taux d'épargne nationale était de 7,42% au Québec en 2005, son taux d'épargne véritable atteindrait 13,08%. La relation du simple au double s'est maintenue tout au long de la période 1997-2005.

**ASDEQ**  
C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7  
Téléphone  
514.342.7537  
Télécopieur  
514.342.3967  
Courriel  
national@asdeq.org  
Internet  
www.asdeq.org

[www.asdeq.org](http://www.asdeq.org)



BRAHIM BOUDARBAT

**Brahim Boudarbat**, professeur adjoint, École de relations industrielles, Université de Montréal et chercheur au CIRANO, a élaboré sur « *L'immigration*

*au Québec: une ressource sous-utilisée* »

([http://www.cirano.qc.ca/qeco2010/pdf/bboudarbat\\_mboulet.pdf](http://www.cirano.qc.ca/qeco2010/pdf/bboudarbat_mboulet.pdf)). Même si le Québec se démarque par

son implication en matière d'immigration, la situation sur le marché du travail des immigrants du Québec est plus problématique que dans les autres provinces canadiennes. L'écart de taux d'emploi est de 12 points de pourcentage par rapport aux natifs et de 5 à 6 points par rapport aux immigrants des autres provinces. Le grand défi pour le Québec est de réduire ces écarts en promouvant la participation de ses immigrants au marché du travail. Pour y arriver, M. Boudarbat suggère de: en amont, (1) augmenter le nombre d'immigrants recrutés dans le cadre du « *Programme de l'expérience québécoise* », (2) favoriser l'immigration des jeunes et (3) resserrer les critères de sélection des autres candidats (ex. insister sur la qualité de l'éducation et de l'expérience acquises à l'étranger); et en aval, (1) reconnaître les compétences étrangères à leur juste valeur; (2) amener les employeurs à faire leur part (s'ouvrir aux immigrants en accordant des stages, programmes de mentorat et formations de relais); et (3) mener les immigrants à s'ajuster à la réalité du marché du travail (se recycler,

s'établir à l'extérieur de Montréal, considérer l'auto-emploi, etc.).



CATHERINE BEAUDRY

« *La Biotechnologie est-elle vraiment en perte de vitesse au Québec?* » est la question sur laquelle s'est penchée **Catherine**

**Beaudry**, professeure

adjointe, Département de mathématiques et de génie industriel, École Polytechnique de Montréal, et chercheur au CIRANO ([http://www.cirano.qc.ca/qeco2010/pdf/beaudry\\_levasseur.pdf](http://www.cirano.qc.ca/qeco2010/pdf/beaudry_levasseur.pdf)). En général, il n'y a pas de différences marquées entre les caractéristiques des entreprises québécoises par rapport au reste du Canada, mais au Québec: il y a une forte baisse des revenus en santé humaine; les dépenses de R-D diminuent; le nombre de produits/procédés en santé humaine et en agriculture augmente; et les fonds réunis en santé humaine décroissent. Relativement à l'augmentation de la « mort » d'entreprises entre 2007 et 2009, madame Beaudry souligne qu'un plus grand nombre de produits/procédés en commercialisation ou sur le marché augmente la probabilité de fermer boutique. Le financement gouvernemental a un effet positif sur la croissance des gazelles (entreprises à croissance rapide), mais le capital de risque et les dettes ralentissent cette croissance. Il faut être en mesure de mesurer la qualité de l'innovation pour bien mesurer son impact sur la croissance et la

survie. Elle recommande de : (1) procéder à une enquête auprès des dirigeants d'entreprises afin d'identifier les mécanismes de support qui contribuent vraiment à la survie et à la croissance, et de cerner les raisons de la fermeture soudaine des entreprises ; (2) encourager la collaboration à des fins de transfert de connaissance (exploration) et mettre en place une meilleure surveillance des partenariats afin de protéger les firmes contre les comportements opportunistes des partenaires ; (3) mettre en place des organisations spécialisées et bonifier celles qui sont en place en allégeant le fardeau de la protection de la propriété intellectuelle pour les PME de biotechnologie ; (4) bonifier les mécanismes d'aide aux entreprises lors de l'étape de commercialisation des produits ; (5) analyser les facteurs d'obtention des incitatifs fiscaux et leur impact sur l'innovation ; (6) étudier la possibilité de mettre en place un mécanisme de soutien aux entreprises à la frontière des incitatifs fiscaux et du financement gouvernemental direct ; et (7) considérer dans des enquêtes futures la possibilité de jumeler des données de plusieurs sources afin de cerner les enjeux qui entourent des domaines complexes de la haute technologie.

ASDEQ  
C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7

Téléphone  
514.342.7537

Télécopieur  
514.342.3967

Courriel  
national@asdeq.org

Internet  
www.asdeq.org



ARNAUD Z. DRAGICEVIC

**Arnaud Z. Dragicevic**, chercheur postdoctoral, CIRANO, a traité de « *Éco-fiscalité et Réduction d'Émissions de Gaz à Effet de Serre* » ([http://www.cirano.qc.ca/qeco2010/pdf/dragicevic\\_bsd.pdf](http://www.cirano.qc.ca/qeco2010/pdf/dragicevic_bsd.pdf)).

Il a souligné la nécessité de l'intervention publique considérant que les agents économiques ne prennent pas en compte les dommages qu'ils occasionnent à d'autres au travers de phénomènes de pollution ou de l'accès non régulé aux ressources environnementales. Malgré les intérêts divergents des agents économiques, la mise en œuvre de l'optimum socialement souhaitable est possible dans le cadre d'échanges mutuellement avantageux entre eux. Les entreprises et les ménages doivent être responsabilisés aux dommages qu'ils occasionnent à l'environnement ou à la santé publique. Il faut accepter que les ressources dont l'accès était gratuit ne le soit plus aussitôt que leur rareté ou la nuisance causée est rendue publique. À cette fin, la mise en œuvre d'instruments économiques permettrait de rendre les politiques de l'environnement plus efficaces, en conciliant haut niveau de qualité environnementale et maîtrise de coûts de protection. L'idée selon laquelle le pollueur doit supporter le coût des mesures de lutte contre la pollution introduit la notion de responsabilité, mais elle polarise aussi le débat sur le partage des coûts de réparation. L'acceptabilité des écotaxes est conditionnée

par leur lien facilement perceptible aux dommages identifiés, sinon elles seront perçues comme un prétexte à de nouveaux impôts.



JUSTIN LEROUX

**Justin Leroux**, professeur, HEC Montréal et chercheur au CIRANO, a présenté « *Vers une meilleure tarification du réseau routier* » ([http://www.cirano.](http://www.cirano.qc.ca/qeco2010/pdf/jleroux.pdf)

[qc.ca/qeco2010/pdf/jleroux.pdf](http://www.cirano.qc.ca/qeco2010/pdf/jleroux.pdf)) Sans modification, la tarification actuelle pourrait s'avérer insuffisante. Le temps est propice pour le réexamen du mode de tarification. Le principe de tarification utilisateur-payeur est de faire payer en fonction de l'intensité d'utilisation, en reflétant les coûts engendrés. Le principe de tarification pollueur-payeur est de faire payer en fonction des externalités de pollution générées. Le principe de tarification bénéficiaire-payeur est dans ce cas de faire payer en fonction des bénéfices reçus. En décortiquant la tarification du réseau routier, il fait ressortir que la taxe sur l'essence comporte deux objectifs : faire payer la pollution et l'usure du réseau. Ils devront être distingués à mesure que les voitures hybrides ou électriques gagneront en popularité. Si celles-ci polluent moins, elles usent tout autant la chaussée et ce coût n'est pas pris en compte si on se contente de taxer le carburant.

Après les présentations en ateliers, les panelistes suivants : **Luc Godbout** (*Université*

*de Sherbrooke et CIRANO*); **Marcelin Joanis** (*Université de Sherbrooke et CIRANO*); **Michel Leblanc** (*Chambre de Commerce du Montréal Métropolitain*); **Carlos Leitao** (*Banque Laurentienne*); et **Claude Montmarquette** (*Université de Montréal et CIRANO*), ont été invités à discuter de la question suivante : « *quelles sont les options de politique prioritaires qui auront la plus grande valeur ajoutée pour le Québec ?* ».



MARCELIN JOANIS

**Marcelin Joanis**, professeur-adjoint, Département d'économique, Université de Sherbrooke, et chercheur au CIRANO, considère que le financement des

infrastructures québécoises, comme le nouvel amphithéâtre de Québec, doit inclure une foule de facteurs qui vont au-delà de la simple opération comptable. Selon lui, le gouvernement du Québec est audacieux en investissant 200 millions de dollars dans la construction du nouvel amphithéâtre de Québec alors que la population doit se sacrifier pour le retour à l'équilibre budgétaire. L'étude d'un financement public ne se limite pas à des taux d'intérêt, à des pourcentages du public et du privé et à des niveaux de risque, il faut aussi procéder à une analyse qui doit se faire à l'échelle sociale et tenir compte de la revitalisation du secteur géographique qui pourrait en découler. En plus de la dimension monétaire dans un projet ▶

ASDEQ  
C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7  
Téléphone  
514.342.7537  
Télécopieur  
514.342.3967  
Courriel  
national@asdeq.org  
Internet  
www.asdeq.org

[www.asdeq.org](http://www.asdeq.org)



de la sorte, il faut considérer l'ensemble des bénéfiques.



CARLOS LEITAO

**Carlos Leitao** économiste en chef et stratège, Valeurs mobilières Banque Laurentienne, a rappelé qu'un des effets les plus importants de la récession

de 2008-2009 au Canada et au Québec fut la hausse vertigineuse de l'endettement des ménages. Cela a eu comme conséquence une modération de la croissance des dépenses de consommation et une hausse du taux d'épargne. De plus, le consommateur américain étant aux prises avec une augmentation de l'épargne encore plus forte qu'au Canada, la demande intérieure aux États-Unis demeurera très faible pour encore quelque temps. L'avenir passe donc inévitablement par une augmentation soutenue de l'investissement privé pour améliorer la productivité canadienne, maintenir le rythme de croissance économique à un niveau stable et permettre de pénétrer des marchés non-traditionnels à l'extérieur des États-Unis.



CLAUDE MONTMARQUETTE

**Claude Montmarquette**, Président-directeur général et Vice-président Politiques Publiques, CIRANO, a souligné le danger d'un salaire minimum qui se

rapproche trop du salaire médian de la cohorte

des 15-24 ans. Pour freiner le décrochage scolaire, il préconise un salaire minimum plus faible pour les 15-19 ans, comme le fait l'Ontario. De plus, il faut abandonner les subventions à la R-D qui ne fonctionnent pas parce que les crédits d'impôt à la recherche ne se transforment pas en innovation. Les entreprises devraient être un peu moins subventionnées, mais aussi moins taxées – c'est une question de ne pas gaspiller d'argent dans des canards boiteux qui n'en méritent pas tant.



MICHEL LEBLANC

**Michel Leblanc**, président et chef de la direction de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, déplore que, malgré les nombreux

succès individuels, la performance collective en matière d'entrepreneuriat demeure faible - tous les indicateurs démontrent qu'il faut mieux s'organiser pour encourager l'esprit entrepreneurial, en appuyer ceux qui se lancent et en célébrer les réussites. Dans la foulée des fusions municipales à Montréal, le branle-bas n'a guère créé un climat propice à l'investissement privé – il y a eu une décennie où l'investissement privé était probablement plus prudent. Les entreprises sont prêtes à investir si des occasions se présentent, et la population devra se montrer plus ouverte à leurs projets.

#### ASDEQ

C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7

Téléphone  
514.342.7537

Télécopieur  
514.342.3967

Courriel  
national@asdeq.org

Internet  
www.asdeq.org

[www.asdeq.org](http://www.asdeq.org)



LUC GODBOUT

Luc Godbout, professeur, Chaire en fiscalité et en finances publiques, Université de Sherbrooke, et *fellow* au CIRANO, soutient qu'en dehors des

cycles économiques d'ici 2025, le Québec a des défis à relever en raison de la contraction du bassin des travailleurs âgés de 15 à 64 ans. Relativement à l'impôt sur le revenu, il rappelle que c'est au Québec que le poids de cette forme d'imposition est la plus élevée dans le G7 - il faut donc trouver d'autres solutions pour accroître les recettes fiscales, comme les taxes à la consommation, une source de financement collective pour des services qui profitent à la collectivité. Selon lui, favoriser les petites entreprises plutôt que les grandes est une pratique à remettre en question parce que les petites entreprises ont un taux d'imposition moindre au Québec que les grandes. Il se demande s'il est bien utile de leur offrir cet avantage, compte tenu que ce sont les grandes entreprises qui déménagent dans les pays émergents. Il faut soutenir en priorité les entreprises qui investissent dans leur productivité et l'innovation, et éviter de soutenir les entreprises qui font des profits, mais qui n'investissent pas.

ASDEQ  
C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7  
Téléphone  
514.342.7537  
Télécopieur  
514.342.3967  
Courriel  
national@asdeq.org  
Internet  
www.asdeq.org

## Le Québec possède une assiette fiscale dépassée point de vue sur la réforme budgétaire 2011



RONALD CARRÉ

Extraits du point de vue de **Ronald Carré**, économiste-consultant, membre du Comité des politiques publiques (CPP) de l'Association des

économistes québécois, 9 février 2011 (<http://www.asdeq.org/pdf/RCarreFiscalite-9fev2011.pdf>).

Le gouvernement du Québec est sur la bonne voie quant à ses cibles de limitations de dépenses, mais relativement à ses objectifs d'accroître les revenus, il lui faut revoir en urgence sa planification budgétaire. Des calculs économiques préliminaires faits par l'auteur démontrent que l'équilibre budgétaire pourrait être atteint très rapidement et sans soubresauts pour les usagers des services publics.

Une révision en profondeur de l'assiette fiscale s'impose en appliquant le principe de pollueurs – payeurs et d'utilisateurs – payeurs. Il s'agit d'un premier pas vers un nouveau modèle de planification des finances publiques en associant à chacun des grands postes budgétaires un fonds d'utilisation modulé en

fonction d'un objectif d'accumulation budgétaire rigoureusement réservé à ce poste de dépenses, tels que :

- ▶ budget de l'éducation, associé à un fonds provenant des **frais de scolarité** - tenant compte de la capacité de payer des étudiants les plus pauvres au moment d'évaluer leur admissibilité aux prêts et bourses ;
- ▶ budget de la **santé**, associé à un fonds provenant d'une **assurance collective publique de la santé** en défrayant un montant minimum au moment d'une visite en clinique. L'incapacité de payer des plus pauvres serait prise en compte dans les programmes existant d'aide sociale, comme cela se fait pour divers services qui leur sont offerts (taxis pour se rendre dans les centres éloignés de santé, etc) ;
- ▶ budget des **transports**, associé à un fonds provenant de péages sur de grandes artères routières les plus achalandées au Québec, comme dans la région métropolitaine – parce que ce n'est pas au citoyen moyen de payer pour les usagers des grandes autoroutes concentrées dans des régions trop densément peuplées et dont les coûts de construction et d'entretien récurrent sont exorbitants ; et
- ▶ budget de l'**environnement**, associé à un fonds provenant de : (1) l'**imposition d'une consigne différentielle** sur la majorité des contenants recyclables et de divers produits ; et (2) **redevances devant être payées par les plus grands pollueurs** selon des taux

progressifs de pollution (plus on pollue, plus on paie cher). Le système actuel de quotas de pollution, octroyés à des prix ridiculement bas, maintient le volume global de pollution dans l'environnement en permettant à un autre pollueur de s'accaparer un droit de polluer en l'achetant d'un autre pollueur si ce dernier a diminué son volume de pollution initialement acquis des autorités environnementales. Par contre, un système de redevances serait plus efficace et mieux adapté à l'économie.

### Conclusion

Il est certain que politiquement, il y aurait des « **mécontents** » parmi les plus grands utilisateurs de services publics et les plus grands pollueurs - des lobbys de « **mécontents** » pourraient même se lever et tenter de monopoliser l'opinion publique. Mais il pourrait y avoir beaucoup plus de « **contents** » parce que le citoyen moyen verrait son taux de taxation diminuer ou à tout le moins se stabiliser à long terme.

ASDEQ  
C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7  
Téléphone  
514.342.7537  
Télécopieur  
514.342.3967  
Courriel  
national@asdeq.org  
Internet  
www.asdeq.org

www.asdeq.org

## ÉQUIPE DE RÉDACTION

Directeur du bulletin  
Gilles René

Collaborateur  
Marie-France Germain

Conception et design  
Karine Bellerive

## ASDEQ

C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7

Téléphone  
514.342.7537

Télécopieur  
514.342.3967

Courriel  
national@asdeq.org

Internet  
www.asdeq.org

## Résultats du 2<sup>e</sup> sondage ASDEQ - Léger Marketing en 2010-2011

Vous trouverez ci-après un bref résumé des résultats du 2<sup>e</sup> sondage *ASDEQ - Léger Marketing* en 2010-2011, auquel 164 membres de l'Association ont participé à la fin de février (voir le communiqué à <http://www.asdeq.org/media/manchettes/Communique16mars11.pdf>). Ce deuxième sondage de l'année a encore permis d'aborder des questions de conjoncture et d'actualité économiques de grand intérêt pour les membres de l'Association, pour nos décideurs et pour la population en général.

- ▶ Selon la majorité des répondants, le gouvernement du Québec doit garder le cap sur le retour à l'équilibre budgétaire d'ici 2013-2014, bien qu'ils ne croient pas que cela sera possible d'atteindre cet objectif avec le plan adopté dans le budget 2010. « Les attentes des économistes sont élevées face au budget **Bachand**. Ils estiment que le gouvernement doit faire un travail d'équilibriste en maintenant l'objectif du déficit zéro sans ralentir la croissance économique. » - **Jean-Marc Léger**, Président de *Léger Marketing*.
- ▶ Les économistes consultés sont plus optimistes face à la situation économique du

Québec. En effet, la majorité des répondants pensent que la situation économique au Québec se maintiendra au cours des six prochains mois, mais les répondants sont nettement plus nombreux (30 %) que lors du sondage de l'automne 2010 (17 %) à croire en une embellie possible de l'économie québécoise au cours des six prochains mois.

- ▶ Dans le contexte budgétaire actuel, la majorité des membres interrogés (61 %) considèrent que le gouvernement fédéral ne devrait pas aller de l'avant avec la réduction du taux d'imposition du revenu des sociétés de 16,5 % à 15 %, prévue le 1<sup>er</sup> janvier 2012. « Alors que le taux de taxation actuel figure parmi les plus bas des pays de l'OCDE et que des études économiques sérieuses remettent en question la valeur d'une telle réduction, on peut difficilement voir une urgence à l'abaisser », commente **Jean-Michel Cousineau**, président du Comité des politiques publiques de l'Association des économistes québécois. La très vaste majorité (87 %) pense que le gouvernement fédéral aurait dû procéder à la révision des subsides et des programmes d'aide aux entreprises en parallèle avec la mise en œuvre de son plan de réduction de l'impôt sur le revenu des sociétés.
- ▶ Les répondants sont préoccupés par l'évolution financière à long terme du Régime de rentes du Québec (RRQ). Les deux

tiers jugent que le taux de cotisation de 9,9% devrait être relevé dès maintenant au taux d'équilibre de 11,02% pour assurer le paiement des prestations au-delà de 2039. Ils sont cependant en grande majorité (80%) opposés à la réduction des prestations pour améliorer la santé du régime. Ils opteraient dans une proportion de 63% pour l'augmentation des pénalités exigées des personnes âgées entre 60 et 65 ans qui réclament des prestations du RRQ. Les avis sont plus partagés sur la proposition de repousser d'une année ou deux l'âge de la retraite : 52% sont en faveur et 40% contre.

- ▶ La moitié des répondants estime qu'un relèvement éventuel des taux d'intérêt pourrait entraîner un choc sur le marché immobilier et sur l'économie, compte tenu de l'endettement élevé des ménages au Canada.

La taille actuelle du déficit américain représente une menace pour la stabilité financière internationale selon les trois quarts des économistes interrogés (76%). De plus, 52% estime que la vitesse de réduction du déficit proposée dans le projet de budget du gouvernement américain est lente (32%), voire trop lente (20%).

ASDEQ  
C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7  
Téléphone  
514.342.7537  
Télécopieur  
514.342.3967  
Courriel  
national@asdeq.org  
Internet  
www.asdeq.org

www.asdeq.org

## Les taxes à la consommation : enjeux, perceptions et perspectives

La fiscalité est centrale dans la dynamique du développement économique. À l'heure où la globalisation remet fondamentalement en cause la performance industrielle des pays occidentaux et que le facteur démographique mine la viabilité de leurs finances publiques, de nouveaux débats émergent sur les ajustements nécessaires en matière de politique fiscale avec, en premier lieu, une tendance apparente en faveur de l'application des taxes à la consommation. Le gouvernement du Québec a augmenté la TVQ d'un point de pourcentage au 1<sup>er</sup> janvier 2011. Une hausse identique est prévue au 1<sup>er</sup> janvier 2012. Dans le nouveau budget du ministre **Bachand** du 17 mars dernier, il est attendu que les revenus tirés des taxes à la consommation (taxes de vente, taxes sur le carburant, taxe sur le tabac, etc.) s'élèveront à 17,1 milliards, soit 2,2 milliards de plus ou une hausse de revenus de taxes de 14,7%.

Le 18 mars dernier, la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke, en collaboration avec l'Association des économistes québécois, section de Montréal, a organisé une journée de

réflexion sur « *Les taxes à la consommation : enjeux, perceptions et perspectives* ». Des spécialistes sont venus se prononcer sur : la façon d'appréhender l'impact des taxes à la consommation sur l'économie ; les avantages et inconvénients de celles-ci dans l'efficacité du régime fiscal ainsi que sur le plan social ; et la place à leur accorder dans le contexte d'une économie mondialisée (<http://acpcol01.usherbrooke.ca/prod/recherche/chairefisc.nsf/alldoc/A8EB136C98FCFF168525785300762651?OpenDocument>)



ALAIN CHARLET

**Alain Charlet**, WTS France et Groupe Technique Consultatif de l'OCDE sur les impôts sur la consommation, a offert une perspective internationale

des taxes à la consommation ([http://acpcol01.usherbrooke.ca/prod/recherche/chairefisc.nsf/alldoc/0973C804BBB783DB8525785A006591A9/\\$file/pr%C3%A9sentation%20Charlet\\_Perspective\\_18mars.pdf?OpenElement](http://acpcol01.usherbrooke.ca/prod/recherche/chairefisc.nsf/alldoc/0973C804BBB783DB8525785A006591A9/$file/pr%C3%A9sentation%20Charlet_Perspective_18mars.pdf?OpenElement)). La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est née en France en 1954, et aujourd'hui, plus de 140 pays dans le monde l'ont adoptée. La mise en place d'un système de TVA était une condition d'adhésion à la Communauté économique européenne (CEE). En 2007, les revenus générés par la TVA représentaient 18,6 % des recettes fiscales de l'ensemble des pays membres de l'OCDE (contre 13,5 % en 1970) et 19,8 % des recettes fiscales des pays européens membres de l'OCDE (contre 15,2 % en 1970). La TVA est

un impôt efficace pour générer des recettes fiscales, et dont le coût marginal est plus faible que celui des autres impôts. C'est également un impôt neutre par rapport au commerce international puisque l'imposition est faite au lieu de consommation – ce qui n'affecte pas la compétitivité des entreprises exportatrices. Elle est également plus favorable à la croissance que l'impôt sur le revenu (IRPP) ou l'impôt sur les sociétés (IS), mais moins que les impôts sur le patrimoine. La TVA n'est pas un outil efficace de redistribution, à moins que les revenus supplémentaires générés par une TVA financent une aide ciblée aux populations les plus pauvres. Les travaux de l'OCDE montrent clairement depuis les années 1980 qu'un système de TVA à « base large » et à taux unique serait l'idéal. Une structure de taux de TVA plus uniforme présente des avantages considérables d'un point de vue économique. Il serait nécessaire de conduire des études économiques plus poussées pour avoir une estimation claire de la régressivité potentielle de la TVA et de l'impact des taux réduits de TVA sur l'économie. À cinquante ans passés, la TVA est à un tournant de sa vie. Il est temps de réfléchir au moyen de dépasser les difficultés politiques par une information responsable de l'opinion publique, de façonner un nouveau modèle de TVA. Il convient d'étudier l'impact que pourraient avoir des réformes élargissant la base d'imposition à la TVA sur l'ensemble de l'économie et plus particulièrement sur la

**ASDEQ**  
C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7  
Téléphone  
514.342.7537  
Télécopieur  
514.342.3967  
Courriel  
national@asdeq.org  
Internet  
www.asdeq.org

[www.asdeq.org](http://www.asdeq.org)

croissance. Le prochain défi des gouvernements est de trouver des moyens durables de réduire la dette publique à un niveau acceptable alors que les économies émergent de la récession. Ces mesures ne devront pas seulement augmenter les recettes fiscales, elles devront également réduire les coûts de discipline fiscale pour les entreprises. Cet objectif ne sera pas accompli sans une analyse rigoureuse, conduite sur la base de résultats empiriques, et sans un *leadership* politique fort.



STÉPHANE PAQUIN

**Stéphane Paquin**, professeur, École nationale d'administration publique, a présenté « *La TVA sociale: l'exemple danois* » - la TVA sociale étant

l'affectation d'une partie du produit de la TVA au financement de la protection sociale ([http://acpool01.usherbrooke.ca/prod/recherche/chairefisc.nsf/alldoc/47413A8A11757ECA8525785A0065C3EC/\\$file/Pr%C3%A9sentation\\_Paquin\\_TVA\\_Sociale\\_18mars.pdf?OpenElement](http://acpool01.usherbrooke.ca/prod/recherche/chairefisc.nsf/alldoc/47413A8A11757ECA8525785A0065C3EC/$file/Pr%C3%A9sentation_Paquin_TVA_Sociale_18mars.pdf?OpenElement)). Le *coefficient de Gini*, qui est une mesure du degré d'inégalité de la distribution des revenus dans une société donnée, varie de 0 à 1, où « 0 » signifie l'égalité parfaite et « 1 » signifie l'inégalité totale. Au Danemark, champion des taxes à la consommation, le *coefficient de Gini* est de 0,23, au Québec de 0,30, au Canada de 0,32. Aux États-Unis, pays sans taxes à la consommation, il atteint 0,37. Au Danemark, la TVA (équivalent de la TPS +TVQ) est passée de 22 % à 25 %

en 2005. En même temps, les taxes sur la masse salariale ont été réduites de manière à favoriser la compétitivité des exportateurs danois et à taxer les importations. La TVA sociale n'explique pas à elle seule le succès éclatant du Danemark. Cependant, le Danemark offre des pistes de réflexion puisque le Québec est dans une situation comparable à celle du Danemark en 1990: déficit commercial, finances publiques. Les réformes au Danemark sont très importantes pour le débat au Québec. La question est de savoir si cela s'avère politiquement faisable.

**Suzie St-Cerny**, professionnelle de recherche à la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques (CFFP), Université de Sherbrooke, a présenté « *Revoir le dosage des taxes à la consommation, une voie à suivre?* ». Le Québec se différencie d'une vaste majorité de pays de l'OCDE par une utilisation beaucoup plus prononcée de l'impôt sur le revenu et une utilisation beaucoup plus faible des taxes à la consommation. Dans ce contexte, l'idée d'accroître les taxes à la consommation plutôt que les impôts sur le revenu dans le cadre du plan de retour à l'équilibre budgétaire se défend parfaitement. Le Québec pourrait même aller plus loin en choisissant de revoir le dosage des impôts. Dans ce cas, on ne parle pas de réduire le fardeau fiscal, mais uniquement de modifier la manière de le percevoir. La révision du dosage des impôts nécessite une modification de la structure fiscale en réduisant l'importance

ASDEQ  
C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7  
Téléphone  
514.342.7537  
Télécopieur  
514.342.3967  
Courriel  
national@asdeq.org  
Internet  
www.asdeq.org

[www.asdeq.org](http://www.asdeq.org)

d'une forme d'imposition au profit d'une autre. Implicitement, une révision du dosage des impôts est souvent associée à une révision de l'équilibre entre les trois objectifs d'efficacité (en évitant les distorsions financières dans le choix d'allocation des ressources), d'équité (en répartissant équitablement le fardeau fiscal), et de simplicité (en facilitant son application par l'État et son observation par le contribuable). Ainsi, certains voient la révision du dosage des impôts comme une manière indirecte de diminuer le caractère progressif du système d'imposition afin de favoriser l'effort de travail. Une révision du dosage des impôts peut se faire en maintenant inchangé le niveau global de recettes fiscales collectées par le gouvernement.



LUC GODBOUT

**Luc Godbout**, professeur à la Faculté d'administration de l'Université de Sherbrooke et chercheur principal en finances publiques à la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques (CFFP), a porté sa présentation sur « *Le caractère régressif des taxes à la consommation au Québec: une perception erronée ?* » ([http://acpcol01.usherbrooke.ca/prod/recherche/chairefisc.nsf/alldoc/D08776FF1B37604A8525785A0065B828/\\$file/Pr%C3%A9sentation\\_Godbout\\_StCerny\\_Dosage\\_R%C3%A9gressiv%C3%A9\\_18%20mars.pdf?OpenElement](http://acpcol01.usherbrooke.ca/prod/recherche/chairefisc.nsf/alldoc/D08776FF1B37604A8525785A0065B828/$file/Pr%C3%A9sentation_Godbout_StCerny_Dosage_R%C3%A9gressiv%C3%A9_18%20mars.pdf?OpenElement)). Contrairement à une idée très répandue, les taxes à la consommation ne sont pas

régressives au Québec. En fait, grâce au crédit d'impôt pour solidarité dont bénéficient les gagne-petit, elles sont même nettement progressives. La progressivité a augmenté entre 2005, alors que la TPS était de 7 % et la TVQ de 7,5 %, et 2011 où la TPS est de 5 % et la TVQ de 8,5 %, parce que le gouvernement canadien n'a pas revu à la baisse son crédit de taxe lors de la diminution du taux de la TPS et que le gouvernement québécois a pris soin de bonifier son crédit au titre de la TVQ. La progressivité des taxes à la consommation au Québec s'ajoute à celle de l'impôt sur le revenu, qui est plus élevé au Québec que dans l'ensemble du G7. M. Godbout considère que le Québec devrait profiter du fait qu'il augmentera le taux de la TVQ au 1<sup>er</sup> janvier 2012 pour poursuivre la réflexion en vue de réviser modérément le dosage des impôts en accroissant la contribution des taxes à la consommation. C'est non seulement faisable, mais souhaitable. En complément à la hausse modérée du taux, l'élargissement de l'assiette constituerait aussi une avenue à privilégier pour accroître les recettes provenant de la taxe à la consommation. En effet, l'abolition des mesures d'exception sur certains biens et services permettrait également d'accroître les recettes provenant de cette source. Toutefois, si le Québec veut aller de l'avant avec cette idée, il devra tenir compte de la capacité de payer des contribuables - une utilisation accrue de la taxation de la consommation devrait se

**ASDEQ**  
C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7  
Téléphone  
514.342.7537  
Télécopieur  
514.342.3967  
Courriel  
national@asdeq.org  
Internet  
www.asdeq.org

[www.asdeq.org](http://www.asdeq.org)



faire simultanément à une majoration du crédit d'impôt pour solidarité afin de ne pas affecter négativement les moins nantis. Ainsi, l'imposition du revenu, qui est plus dommageable pour la croissance économique, serait moins utilisée.

Ngoc Ha Dao, Université de Sherbrooke, et Matthieu Arseneau, Financière Banque Nationale, ont examiné le lien entre les prélèvements fiscaux et la croissance économique ([http://acpcol01.usherbrooke.ca/prod/recherche/chairefisc.nsf/alldoc/AA5098932F7929128525785A0065A689/\\$file/Pr%C3%A9sentation\\_Arseneau\\_Dao\\_Croissance\\_18mars.pdf?OpenElement](http://acpcol01.usherbrooke.ca/prod/recherche/chairefisc.nsf/alldoc/AA5098932F7929128525785A0065A689/$file/Pr%C3%A9sentation_Arseneau_Dao_Croissance_18mars.pdf?OpenElement)). Depuis les années 1970, le dosage des impôts a un impact sur les différences de croissance du PIB per capita dans les pays de l'OCDE depuis les années 1970. Les résultats démontrent que la révision du dosage des impôts qui serait la plus favorable à la croissance économique consisterait à augmenter la taxe à la consommation et à diminuer l'impôt sur le revenu. La croissance économique au Québec est appelée à ralentir en raison des changements démographiques, et une révision du dosage des impôts représente une des mesures à envisager pour y faire face.

ASDEQ  
C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7

Téléphone  
514.342.7537

Télécopieur  
514.342.3967

Courriel  
national@asdeq.org

Internet  
www.asdeq.org

## Réduire la croissance des coûts du système de santé et de services sociaux : quelques approches prometteuses

Le 22 mars dernier, la section Capitale-Nationale de l'Association des économistes québécois a organisé un déjeuner-conférence qui avait pour thème « Réduire la croissance des coûts du système de santé et de services sociaux : quelques approches prometteuses ». Depuis le dépôt du budget 2010-2011, le gouvernement du Québec veut réduire la croissance des dépenses de programmes à 2,2% d'ici à 2013-2014. Le système de santé et de services sociaux accapare 45% de ces dépenses, et la croissance au cours des dernières années y a été de 5,8%. Joanne Castonguay, vice-présidente adjointe de CIRANO, et Gaétan Lafortune, économiste sénior à la Division de la santé de l'OCDE, ont été invités à présenter quelques approches pouvant contribuer à l'atteinte de la cible gouvernementale dans un contexte où les avancées technologiques permettent de traiter des maladies qui, auparavant, étaient parfois incurables et où les besoins d'une population vieillissante augmentent.



JOANNE CASTONGUAY

Joanne Castonguay a souligné que tous les pays de l'OCDE sont aux prises avec un accroissement des coûts publics de santé, plus élevé que l'accroissement de leur PIB, et que les pressions exercées par le système de santé vont se maintenir. C'est au niveau du coût par habitant des systèmes publics, des ressources allouées au système, du nombre de cas traités et de leurs institutions que les pays se démarquent le plus. Tous les pays de l'OCDE font face au défi de contrôler la croissance des coûts de santé. Le Québec fait piètre figure par rapport aux pays qui ont autant de personnes âgées en pourcentage de leur population. Par exemple, la France et l'Allemagne ont considérablement accru la productivité et l'efficacité de leur système de santé - au lieu d'allouer un budget à un hôpital pour qu'il offre tous les soins de santé, l'hôpital est plutôt remboursé pour les services qu'il offre à ses patients. Ainsi, plus un hôpital soigne de personnes, plus il reçoit d'argent du gouvernement. Au Québec, la détermination des coûts pour les soins de santé ne se fait pas de façon aussi systématique et publique. Pourtant, ça fonctionne en Allemagne et en France, qui ont aussi fait plus de place au secteur privé. La France et l'Allemagne ont maintenu la hausse de leurs coûts de santé à 1,5% depuis 1995. Si le Québec avait suivi leur exemple, le gouvernement aurait épargné quelques 900

millions \$ en 2009-2010. Le Québec tarde à plusieurs niveaux à implanter des réformes de santé qui ont généré des résultats prometteurs dans les autres pays. Aucune solution n'est parfaite, mais il est certain que plus le gouvernement tarde, plus il en coûte cher, plus l'accès aux services est difficile, et plus il sera obligatoire de considérer des solutions plus radicales. Madame Castonguay croit que faire plus de place au secteur privé est une alternative qui ne passera pas au Québec.



GAÉTAN LAFORTUNE

Gaétan Lafortune a présenté l'« *Évolution générale des dépenses de santé dans les pays de l'OCDE et approches prometteuses pour contrôler les dépenses*

*au Canada et au Québec* » (<http://www.asdeq.org/media/activites/22mars2011Lafortune.pdf>). Parmi les pays de l'OCDE, le Canada vient au 6<sup>ème</sup> rang pour les dépenses de santé en proportion du PIB, au 5<sup>ème</sup> rang pour les dépenses de santé par habitant, et au 25<sup>ème</sup> rang pour la part publique des dépenses de santé. Les dépenses de santé en % du PIB augmentent dans tous les pays parce que les dépenses de santé augmentent plus vite que le PIB. L'impact des progrès technologiques peut : réduire les coûts/prix unitaires, à moins que les quantités consommées augmentent encore plus ; mais augmenter peut aussi accroître les coûts/prix unitaires (p.ex., nouveaux médicaments). Entre

ASDEQ  
C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7  
Téléphone  
514.342.7537  
Télécopieur  
514.342.3967  
Courriel  
national@asdeq.org  
Internet  
www.asdeq.org

[www.asdeq.org](http://www.asdeq.org)

27% et 48% de la croissance des dépenses de santé aux États-Unis entre 1960 et 2007 sont expliquées par les progrès technologiques.

Il faut contrôler: l'impact des nouvelles technologies médicales et des médicaments sur les dépenses; et les dépenses de services médicaux. Des solutions sont le transfert des coûts vers le secteur privé en:

- ▶ implantant des politiques de co-paiements (*tickets modérateurs*);
- ▶ redéfinissant le panier de biens, ce qui est politiquement difficile à réaliser; et
- ▶ augmentant les co-paiements existants, qui s'avère plus facile que d'instaurer de nouveaux co-paiements.

Le niveau optimal de dépenses publiques de santé est une question qui se pose en termes d'efficacité et de coût d'opportunité, à savoir si chaque dollar « public » investi en santé produit de la valeur (santé, bien-être), et/ou si ce dollar « public » investi en santé produit plus de valeur que s'il était investi ailleurs (p. ex., dans la prévention, éducation, etc.). Il est important de mieux évaluer la valeur des interventions et dépenses en terme de résultats sur la santé.

#### ASDEQ

C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7

Téléphone  
514.342.7537

Télécopieur  
514.342.3967

Courriel  
national@asdeq.org

Internet  
www.asdeq.org

www.asdeq.org

## Nouveaux membres de l'ASDEQ

Nous souhaitons la bienvenue aux nouveaux membres qui se sont joints à l'Association depuis le mois de février 2011.

### MONTRÉAL

Alexis Plasse-Ferland  
Marie-Pier Descôteaux  
Véronique Fournier  
Attila Szabo  
Ana Silva Lara Avendano

### QUÉBEC

Robert Keating  
Philippe Bériault

### OUTAOUAIS

Anne-Marie Rochon  
Olivier Quirioin  
Jean-Philippe Veilleux

Si vous désirez contacter ces nouveaux membres, vous pouvez obtenir leurs coordonnées sur le site internet de l'ASDEQ : (<http://www.asdeq.org/bottin/membres.asp>).